

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°1/2023 (Séance publique)

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES RELATIF AU RENOUVELLEMENT DES LICENCES INFORMATIQUES POUR LA CAISSE DE COMPENSATION (LOT UNIQUE)

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.

Article 1	:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON	4
Article 2	:	CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES	4
Article 3	:	MAITRE D'OUVRAGE	4
Article 4	:	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES	4
Article 5	:	PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION	4
Article 6	:	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AUX MARCHES	4-5
Article 7	:	VALIDITE DU MARCHE- DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	5
Article 8	:	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL	6
Article 9	:	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	6
Article10	:	NANTISSEMENT	6
Article11	:	SOUS-TRAITANCE	6
Article12	:	DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	7
Article13	:	NATURE DES PRIX	7
Article14	:	CARACTERE DES PRIX	7
Article15	:	CAUTIONNEMENT PROVISoire ET DEFINITIF	7
Article16	:	RETENUE DE GARANTIE	8
Article17	:	ASSURANCES - RESPONSABILITE	8
Article18	:	PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	8
Article19	:	DELAJ DE GARANTIE	8
Article20	:	CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	8
Article21	:	RECEPTION PROVISoire DU MARCHE	9
Article22	:	RECEPTION DEFINITIVE DU MARCHE	9
Article23	:	MODALITES DE REGLEMENT	9
Article24	:	PENALITES DE RETARD	9
Article25	:	RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRE ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	10
Article26	:	DROITS D'ENREGISTREMENT	10
Article27	:	CAS DE FORCE MAJEURE	10
Article28	:	RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	10
Article29	:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET CONFLIT D'INTERET	10
Article30	:	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	11
Article31	:	AVANCES	11

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 33 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE	12
ARTICLE 34 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE	12
ARTICLE 35 : ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	13
ARTICLE 36 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS	13
ARTICLE 37 : BORDEREAUX DES PRIX DETAILS- ESTIMATIFS	14

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON

Le présent appel d'offres, passé en application de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et du § 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, a pour objet le **Renouvellement des licences informatiques** pour la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-.

Lieu de livraison : la Caisse de Compensation à Rabat : Av. El Hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal BP 1016 Rabat

Tel 05-37-76-06-06 - fax 05-37-76-50-91

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres, consiste au **renouvellement des licences informatiques** pour la Caisse de compensation.

Les caractéristiques des prestations sont indiquées dans l'article 1 du chapitre II.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du présent appel d'offres est le Directeur de la Caisse de compensation.

ARTICLE 4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu de cet appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
3. Le bordereau des prix – détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché issus de cet appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue à l'article 57 du CCAG-T, le cas échéant.

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le prestataire est soumis aux dispositions définies par les textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation ;
- Le Décret n° 2-12-349 du 08 jourmada aloula 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 3 juin 2019 ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publics ;
- La Loi 18-12 relative à la réparation des accidents du travail promulgué par le dahir n°1-14-190 ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
- L'Arrêté n° 1982-21 du 14 décembre 2021 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et visa par le Contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement de livraison objet de cet appel d'offres. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois si le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 8 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le suivi de l'exécution du marché issu de cet appel d'offres est confié au service informatique.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le fournisseur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché en application des dispositions de l'article 153 du décret n°2-12-349 précité.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le prestataire pourra bénéficier du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics. Dans le cas d'une affectation en nantissement de marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur de la Caisse de Compensation ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité ;
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 précitée ;
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Caisse de Compensation, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;

Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais de timbres de cette copie ainsi que ceux de l'original conservé par la Caisse de Compensation sont à la charge du prestataire.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics précité.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises, une coopérative, une union de coopératives et un autoentrepreneur.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION

Les licences informatiques objet du présent appel d'offres doivent être livrées et installées, **dans un délai maximum de 40 jours** à compter la date prévue dans l'ordre de service de commencement de l'exécution des prestations.

ARTICLE 13: NATURE DES PRIX

- Le marché est à prix unitaires.
- Les sommes dues aux titulaires du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.
- Les prix du marché issu de cet appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la livraison **des licences** informatiques y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

15-1 Cautionnement provisoire

- Le montant du cautionnement provisoire ou de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de : **Six mille Dirhams (6 000.00 DH)**

Il est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

15-2 Cautionnement définitif

- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les vingt (20 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive de la totalité des prestations objets du marché.
- Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la fourniture.

- En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 157 du décret n°2-12-349 précité sera appliqué.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAGT, une retenue de garantie sera prélevée sur le montant du marché et ce dans les conditions prévues par l'article 64 du CCAGT et dans la limite de 7% du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 17: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 18 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 19 : DELAI DE DE GARANTIE

Le délai de garantie **est fixé à trente-six (36) mois** à compter de la date de réception provisoire.

ARTICLE 20: CONDITIONS D'EXÉCUTION- LIVRAISON

20.1. Conditions d'exécution :

Les licences informatiques prévues dans le cadre de cet appel d'offres doivent respecter la conformité aux spécifications techniques mentionnées dans l'article 1 du chapitre II du présent appel d'offres.

Si les licences informatiques, sont reconnues non conformes, la commission de réception rejette celles-ci en donnant les raisons de ce rejet. Le titulaire devra alors les remplacer. Le titulaire en subira seul les conséquences qui en découleraient.

Les délais pouvant être ouverts alors au titulaire pour présenter une nouvelle livraison, ne constituent pas eux-mêmes une justification valable d'une interruption des délais d'exécution.

Les frais de transport pour retour de licences informatiques refusées resteront à la charge du titulaire.

20.2. Livraison :

La livraison des licences informatiques objet de cet appel d'offres seront effectuées au niveau du siège de la Caisse de Compensation, Av. El Hadj Ahmed Charkaoui, Quartier Administratif Agdal BP 1016 Rabat.

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire se déroule conformément aux dispositions de l'article 73 du CCACT ;

La commission désignée par le maître d'ouvrage procèdera à la vérification de la conformité des prestations livrées par rapport à l'ensemble des obligations du marché et en particulier aux spécifications techniques décrites dans l'article 1 du chapitre II ainsi que la validation des prestations d'installation et de mise en service.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire. Cette réception sera prononcée par un procès-verbal établi à cet effet.

ARTICLE 22 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux dispositions de l'article 76 du CCACT la réception définitive marque la fin de l'exécution du marché et libère le fournisseur de tous ses engagements vis à vis du maître d'ouvrage.

La réception définitive des licences informatiques, livrées est prononcée à la fin du délai de garantie, si le fournisseur a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage.

La réception définitive des licences informatiques livrées donne lieu à l'élaboration d'un procès-verbal signé par les personnes désignées par le maître d'ouvrage et par le fournisseur. Une copie dudit procès-verbal est remise au fournisseur.

Dans ce cas, le montant de la retenue de garantie et le cautionnement définitif sont restitués au fournisseur dans les conditions prévues par l'article 19 du CCACT.

Si le fournisseur n'a pas rempli à la date de la réception définitive les obligations prévues par l'article 76 du CCACT, il est fait application des mesures prévues par l'article 79 du CCACT.

ARTICLE 23 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué dans **un délai maximum de 60 jours** conformément aux dispositions du §A de l'article 60 du CCACT-T en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, et de l'application des pénalités de retard le cas échéant.

Le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en cinq (5) exemplaires indiquant les quantités livrées, le montant à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte ouvert au nom du titulaire précisé dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres devra en temps utile, notifier par écrit tout changement, dans le numéro et la domiciliation de son compte courant.

ARTICLE 24 : PENALITES DE RETARD

A défaut d'avoir terminé la livraison, des licences informatiques dans les délais prescrits (ou à la date d'achèvement prescrite lorsque le marché fixe ladite date), il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondant aux, licences informatiques supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des licences informatiques.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Le prestataire non-résident demeure assujéti à tous les impôts et taxes conformément aux dispositions fiscales prévues par les lois et règlements en vigueur au Maroc.

ARTICLE 26 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application des dispositions de l'article 7 du CCAG-T, le marché issu du présent appel d'offres reste assujéti aux droits pouvant découler des lois et règlements en vigueur en matière d'enregistrement.

ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure les dispositions de l'article 47 du CCAGT s'appliquent.

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE ISSUS DU PRESENT APPEL D'OFFRES

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n°2-12-349 précité et celles prévues par le CCAGT.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché issu de cet appel d'offres en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, la Caisse de compensation, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission du marché, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de l'administration.

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Les dispositions de l'article 168 du décret 2-12-349 précité s'appliquent.

ARTICLE 30: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestation entre le maître d'ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81 et 82 du cahier des clauses administratives générales précité. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière

administrative, conformément à l'article 83 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

ARTICLE 31: AVANCES

Aucune avance ne sera octroyée selon les dispositions du décret n°2.14.272 du 14 rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière du marché publics.

CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre de la satisfaction des besoins en matière de sécurité informatique, la Caisse de Compensation procède **au renouvellement de licences informatiques** objet du présent appel d'offres.

Les licences informatiques à proposer doivent répondre aux spécifications techniques exigées ci-dessous :

Désignation
Renouvellement de la licence FORTINET FG-100E-BDL-900-36 : <ul style="list-style-type: none">- 24x7 FortiCare and FortiGuard Unified (UTM) Protection- Licence de 5 ans- Paramétrage et configuration (Collaborateur de formation Bac + 5 et avec une expérience d'au moins 3 ans dans la configuration des solutions de sécurité).
Renouvellement de la licence SOPHOS XG 210 Security Appliance TOTAL PROTECT : <ul style="list-style-type: none">- Licence de 5 ans- Paramétrage et configuration (Collaborateur de formation Bac + 5 et avec une expérience d'au moins 3 ans dans la configuration des solutions de sécurité).
Renouvellement de la licence Kaspersky Endpoint Security for Business Select : <ul style="list-style-type: none">- Licence de 3 ans- Nombre d'utilisateurs : 40

ARTICLE 33 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE

La garantie couvre bien la correction des anomalies, installation des mises à jour, renouvellement annuel des licences, l'assistance, l'intervention sur site, les pièces de rechanges et la main d'œuvre.

La garantie couvre tous les frais nécessaires à la réparation et au remplacement des pièces de rechange ou matériel défectueux. Elle couvre aussi les frais de main d'œuvre, de déplacement du personnel et tout autre frais annexes.

Durant la période de garantie, le fournisseur s'engage à intervenir dans un délai de 24 h suivant la demande d'intervention.

A défaut de pouvoir régler la panne sur site dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de l'heure du 1er appel, le titulaire s'engage à mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage un équipement de remplacement, au moins équivalent à celui défectueux, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit 48 heures à compter de l'heure du 1er appel.

Toute réparation en usine ou en atelier des équipements défectueux doit être réalisée dans un délai ne dépassant pas un (1) mois à compter de l'heure du 1er appel ;

Les interventions seront matérialisées par des fiches d'intervention validées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 34 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

- Le maître d'ouvrage veillera à informer immédiatement le titulaire de toute anomalie de fonctionnement des licences informatiques objet de cet appel d'offres, qu'il s'engage à lui faciliter la tâche en lui précisant les symptômes de l'anomalie.
- Le maître d'ouvrage désignera un ou plusieurs représentants qui seront les seuls correspondants de titulaire lors de l'exécution des prestations objet du marché. Ils seront responsables de définir les priorités d'intervention et d'exécution des tâches.

ARTICLE 35 : Engagement du titulaire

Vu la nature des prestations demandées, le titulaire s'engage à respecter certaines conditions relatives au changement du personnel.

ARTICLE 36 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Les informations transmises au titulaire seront confidentiellement et limitées à ce qui est nécessaire à l'exécution du marché.

N

Renouvellement des licences informatiques

N° PRIX	DESIGNATION PRESTATIONS	UNITE DE COMPTE	QUANTITE	Prix unitaire en DH Hors TVA en chiffre	Prix Total en chiffre
1	Renouvellement de la licence FORTINET FG-100E-BDL-900- 36	licence	01		
2	Renouvellement de la licence SOPHOS XG 210 Security Appliance TOTAL PROTECT :	licence	01		
3	Renouvellement de la licence Kaspersky Endpoint Security for Business Select :	licence	01		
Total hors TVA					
Taux TVA (20%)					
Total TTC					

Fait à le
(Signature et cachet du concurrent)

PAGE 15 ET DERNIERE

En application des dispositions du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert (séance publique) n°01/2023 portant sur le Renouvellement des licences informatiques, pour la Caisse de Compensation à Rabat - lot unique-.

Service Informatique	
LE MAITRE D'OUVRAGE  Rabat, le.....	LE CONCURRENT Lu et accepté Rabat, le.....